

L'ÉQUILIBRAGE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ENTRE 1975 ET 1999

Entre 1975 et 1999, la population active champardennaise a progressé en raison d'une démographie favorable mais l'emploi n'a pas suivi. Mécaniquement, le nombre de chômeurs a augmenté. Au cours de cette même période, la population active a connu de profondes mutations. Les femmes ont été de plus en plus nombreuses à entrer sur le marché du travail, tandis que les jeunes ont retardé leur arrivée sur ce marché pour suivre des études plus longues. La situation régionale est loin d'être uniforme : après la crise des années soixante-dix, l'emploi repart à la hausse dans la Marne, alors qu'il continue de diminuer dans les trois autres départements.

La population active comprend l'ensemble des personnes en âge de travailler, ayant un emploi ou en recherchant un. Elle évolue sous l'influence de plusieurs effets : la démographie, les migrations résidentielles et le taux d'activité.

Sous l'effet de la démographie, la population active a augmenté

L'arrivée des générations du baby-boom sur le marché du travail a eu un effet démographique positif en Champagne-Ardenne, comme en France. A l'inverse, le départ d'un grand nombre d'actifs de la région, non compensé par les arrivées d'actifs d'autres régions, a entraîné un effet migrations résidentielles très négatif.

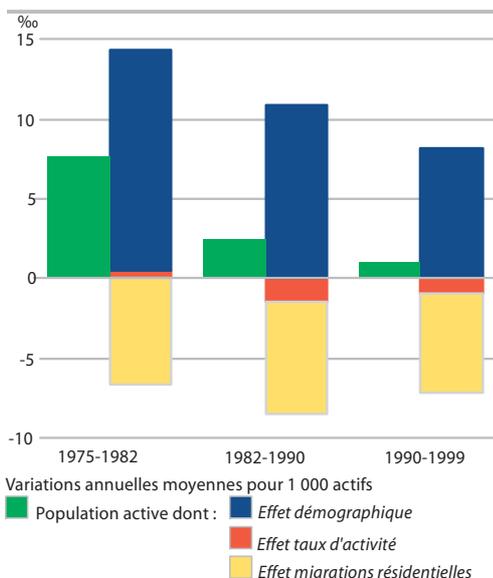
L'effet démographique reste prédominant sur toute la période 1975-1999, ce qui engendre une hausse de la population active champardennaise de 8,3 %. Le nombre d'actifs passe ainsi de 557 000 personnes en 1975 à 603 000 personnes en 1999. Cet effet démographique s'atténue néanmoins au cours du temps alors que l'effet migratoire défavorable se maintient à un niveau constant. Sur la période 1975-1982, la croissance du nombre d'actifs est importante avec 4 280 personnes de plus par an en moyenne. Elle ralentit ensuite pour s'établir à 560 actifs supplémentaires, en moyenne par an, entre 1990 et 1999.

Entre 1975 et 1999, deux changements de comportements antagonistes influent sur l'évolution du taux d'activité. D'une part, l'activité féminine se développe fortement ; d'autre part, les jeunes de 15 à 24 ans entrent plus tardivement sur le marché du travail en raison de l'allongement de leur durée d'études. L'effet taux d'activité résultant est faible au regard de celui des migrations résidentielles ou de celui de la démographie. Cependant, en devenant légèrement négatif à partir de 1982, cet effet taux d'activité contribue lui aussi au ralentissement de la croissance de la population active.

Avec comme conséquence une hausse du chômage

Selon l'approche « marché du travail » (voir méthodologie), l'emploi, en baissant de 13 000 unités entre 1975 et 1999, n'a pas suivi l'accroissement de la population active. La diminution du nombre d'emplois et la hausse de la population active ont entraîné une forte augmentation du chômage. En 1999, on recense 63 000 chômeurs de plus qu'en 1975.

Approche socio-démographique : l'effet démographique prédomine



Sources : Insee - Recensements de la population (exploitations complémentaires)

Note de lecture : entre 1990 et 1999, la croissance annuelle moyenne de la population active champardennaise (+0,9 pour 1 000 actifs) résulte d'un effet démographique fortement positif (+8,1 pour 1 000 actifs), d'un effet taux d'activité légèrement négatif (-0,9 pour 1 000 actifs) et d'un effet migrations résidentielles fortement négatif (-6,3 pour 1 000 actifs).

L'équilibrage du marché du travail entre 1975 et 1999



À partir de 1982, la hausse du chômage et la baisse de l'emploi ralentissent. Mais, plus que l'amélioration de l'emploi, ce sont les nombreux départs d'actifs de la région très loin d'être compensés par les arrivées d'autres régions qui expliquent le ralentissement de la croissance du chômage.

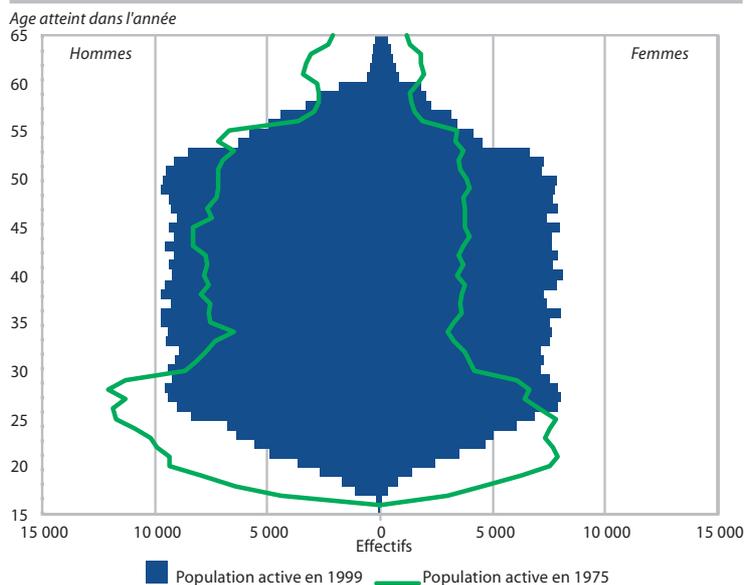
L'équilibre entre actifs au lieu de résidence et emplois au lieu de travail prend aussi en compte les variations du solde des navettes domicile-travail et des militaires du contingent. Mis à part une diminution sensible des effectifs des militaires du contingent entre 1990 et 1999, ces deux contributions restent très faibles comparées à celles de l'emploi et du chômage.

Baisse de l'activité des jeunes de 15 à 24 ans

Les jeunes de 15 à 24 ans poursuivent des études plus longues en 1999 qu'en 1975. Alors que le taux d'activité des 25 à 49 ans augmente de 76,1 % à 87,3 % entre 1975 et 1999, celui des 15 à 24 ans baisse fortement, passant de 52,9 % à 31,4 %. Cet effet taux d'activité, très négatif, entraîne une nette diminution de la population active chez les jeunes. À cela s'ajoute un effet démographique bien moins favorable aux 15-24 ans qu'au reste de la population, l'effet des générations du baby-boom s'estompant nettement pour cette classe d'âge. Enfin, l'effet migrations résidentielles est également négatif, mais sa valeur n'est sensiblement pas plus élevée que pour l'ensemble de la population active.

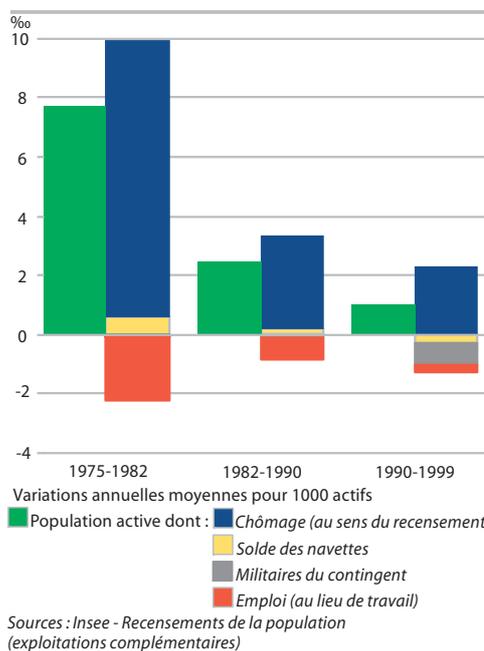
Chez les 15-24 ans, le nombre de chômeurs diminue à partir de 1982, mais plus lentement que la population active. En conséquence, le taux de chômage augmente entre 1982 et 1999 pour atteindre en fin de période un niveau très supérieur à celui des autres classes d'âge (28 % pour les 15 à 24 ans contre 12,3 % pour les 25 à 49 ans). La baisse du nombre de jeunes chômeurs s'explique donc bien par l'allongement de la durée d'études des 15 à 24 ans et non par le fait d'une amélioration de leur situation sur le marché du travail. L'emploi des jeunes diminue même fortement entre 1975 et 1999, de façon bien plus importante que pour l'ensemble de la population active.

Evolution de la structure par âge de la population active : plus de femmes et moins de jeunes



Sources : Insee - Recensements de la population (exploitations complémentaires)

Approche marché du travail : à population active en hausse et emplois en baisse, le nombre de chômeurs augmente



Sources : Insee - Recensements de la population (exploitations complémentaires)

Note de lecture : entre 1990 et 1999, la croissance annuelle moyenne de la population active champardennaise (+0,9 pour 1 000 actifs) recouvre une baisse de l'emploi (-0,2 pour 1 000 actifs), une augmentation du nombre de chômeurs (+2,1 pour 1 000 actifs), une hausse du solde des navettes domicile-travail (+0,3 pour 1 000 actifs, contribuant négativement à la population active) et une diminution des effectifs des militaires du contingent (-0,7 pour 1 000 actifs).

Hausse de l'activité des femmes

Le taux d'activité des femmes a fortement évolué. De 53,3 % en 1975 pour les femmes âgées de 25 à 49 ans, il atteint 78,8 % en 1999, pendant que celui des hommes de la même classe d'âge passe de 97,1 % à 95,7 %. L'effet taux d'activité contribue donc fortement à l'accroissement de la population active féminine. Les deux autres effets (démographique et migratoire) sont semblables à ceux observés chez les hommes, bien que légèrement plus favorables à l'augmentation de la population active.

Sur le plan du marché du travail, la croissance de la population active féminine s'accompagne d'une forte augmentation de l'emploi. Cette dernière n'empêche cependant pas une hausse du chômage des femmes sur toute la période. Cette hausse est même restée plus importante que celle des hommes jusqu'en 1990. En 1999, le chômage concerne 16,6 % de la population active féminine contre seulement 10,8 % de la population active masculine. Les Champardennaises enclines à entrer sur le marché du travail éprou-



L'équilibrage du marché du travail entre 1975 et 1999

vent davantage de difficultés à obtenir un emploi que leurs homologues masculins.

Les Ardennes : forte baisse de l'emploi sur toute la période

Déjà caractérisé en 1975 par un faible taux d'activité, 39,1 % contre 41,6 % en Champagne-Ardenne, le département des Ardennes n'a pas connu de fort accroissement de sa population active entre 1975 et 1982. La croissance annuelle moyenne du nombre d'actifs est sept fois moindre que celle de la région. Dès la période 1975-1982, les Ardennes connaissent des migrations résidentielles sortantes nettement plus importantes que la moyenne régionale. L'effet démographique, pourtant plus élevé que dans les autres départements de la région, ne fait que compenser cet effet migratoire défavorable. Ceci explique que le nombre d'actifs ardennais reste pratiquement stable sur la période. Entre 1975 et 1982, les Ardennes perdent chaque année 10,4 emplois pour 1 000 actifs alors qu'en moyenne la Champagne-Ardenne en perd 2,2 pour 1 000. Cette forte baisse de l'emploi ne permet pas aux Ardennes de profiter de la stabilité de sa population active. Au contraire, le chômage croît plus rapidement dans ce département que dans la région. Entre 1982 et 1999, la croissance de la population active ardennaise se rapproche du niveau régional, même si elle reste particulièrement faible jusqu'en 1990.

L'Aube : présence importante des femmes sur le marché du travail dès 1975

De dix points supérieur à celui de la région, le taux d'activité des femmes aubois de 25 à 49 ans était particulièrement élevé en 1975 (63 %). De ce fait, la croissance de la population active féminine est moins importante dans l'Aube qu'en Champagne-Ardenne (+20,7 % entre 1975 et 1999 contre +34,4%). Cette caractéristique auboise se retrouve au niveau de l'emploi féminin. En 1975, six Aubois sur dix âgés de 25 à 49 ans ont un emploi contre cinq Champardennaises sur dix de la même classe d'âge. Le nombre d'emplois occupés par des femmes poursuit sa croissance jusqu'en 1999 (+3,8 %), mais à un rythme moins soutenu qu'au niveau régional (+18 %). L'Aube perd progressivement son avance sur les autres départements en termes de taux d'activité féminin et de proportion d'actives occupées.

La Marne : forte hausse de l'emploi à partir de 1982

Contrairement aux autres départements, la population active marnaise a continué de croître nettement après 1982. Cette évolution concerne aussi l'emploi qui augmente sur toute la période 1975-1999. Cette croissance s'accélère à partir de 1982, avec une augmentation annuelle moyenne de 970 emplois entre 1982 et 1990, puis ralentit de nouveau avec un gain moyen annuel de 720 emplois entre 1990 et 1999. Ces mêmes évolutions, fortes hausses de population active et d'emplois à partir de 1982, se retrouvent chez les femmes.

En 1975, le taux d'activité des jeunes est légèrement plus faible dans la Marne (51,7 %) qu'en Champagne-Ardenne (52,9 %). La poursuite d'études plus longues a commencé à se développer plus tôt dans ce département, en raison de la présence d'un centre universitaire. La population active marnaise de la classe d'âge 15-24 ans diminue

Une évolution du marché du travail différente selon les départements
(Variations annuelles moyennes pour 1 000 actifs)

Unité : ‰		Approche socio-démographique dont effets			Population active	Approche marché du travail			
		Démo-graphique	Taux d'activité	Migrations résidentielles		Emploi (au lieu de travail)	Chômage (au sens du recensement)	Solde des navettes	Militaires du contingent
		1	2	3	4	5	6	7	8
Entre 1975 et 1982	Ardennes	+17,2	-1,4	-14,7	+1,1	-10,4	+11,1	-0,4	0,0
	Aube	+10,4	-1,0	-1,7	+7,7	-1,0	+8,0	-0,6	+0,1
	Marne	+13,6	+1,4	-4,3	+10,7	+0,5	+9,3	-1,1	-0,2
	Haute-Marne	+15,3	+2,6	-8,8	+9,1	+0,7	+8,8	+0,5	+0,1
	Champagne-Ardenne	+13,9	+0,5	-6,7	+7,7	-2,2	+9,4	-0,6	-0,1
Entre 1982 et 1990	Ardennes	+12,5	0,0	-12,1	+0,4	-3,2	+3,8	-0,2	-0,4
	Aube	+8,3	-2,3	-5,2	+0,8	-3,5	+4,5	0,0	-0,2
	Marne	+11,4	-1,0	-3,6	+6,8	+4,0	+2,8	0,0	0,0
	Haute-Marne	+10,7	-2,9	-12,2	-4,4	-5,8	+1,1	-0,6	-0,3
	Champagne-Ardenne	+10,9	-1,5	-7,0	+2,4	-0,7	+3,2	-0,1	-0,2
Entre 1990 et 1999	Ardennes	+8,8	2,2	-9,5	+1,5	-2,2	+3,1	-1,3	-0,7
	Aube	+6,1	-3,3	-3,2	-0,4	-2,5	+2,5	-0,3	-0,7
	Marne	+9,6	-2,0	-4,9	+2,7	+2,7	+1,7	+1,0	-0,7
	Haute-Marne	+7,2	+1,6	-11,8	-3,0	-2,7	+2,2	+1,6	-0,9
	Champagne-Ardenne	+8,1	-0,9	-6,3	+0,9	-0,2	+2,1	+0,3	-0,7

Colonne 4 = 1 + 2 + 3 = 5 + 6 + 8 - 7

Sources : Insee - Recensements de la population (exploitations complémentaires)



donc ensuite moins que dans l'ensemble de la région. Au niveau du marché du travail, les jeunes Marnais profitent à partir de 1982 d'une baisse de l'emploi plus faible qu'en Champagne-Ardenne, tandis que l'évolution du chômage est proche de la moyenne régionale.

La Haute-Marne : nettes diminutions de la population active et de l'emploi

A partir de 1982, la population active haut-marnaise diminue annuellement de 400 personnes jusqu'en 1990, puis de 260 entre 1990 et 1999, alors qu'elle augmente encore au niveau régional. Dans le même temps, l'emploi connaît lui aussi une forte baisse, en particulier entre 1982 et 1990. La faible augmentation du nombre de chômeurs observée dans la Haute-Marne ne s'explique donc pas uniquement par des transferts entre le chômage et l'emploi, mais avant tout par d'importantes migrations sortantes. Sur la période 1982-1990, le déficit moyen des arrivées sur les départs d'actifs est supérieur à 1 000 personnes par an. Rapporté à la population active, cela représente une contribution négative des migrations résidentielles deux fois plus importante que ce qui est observé en moyenne dans la région. Cette particularité se retrouve aussi bien chez les jeunes que chez les femmes. ■

Olivier DIEL

Pour en savoir plus

- « Enquête sur l'emploi 2004 : le chômage augmente légèrement malgré la reprise de l'emploi », Insee Première, n°1009, mars 2005.
- « L'évolution des marchés locaux du travail de 1962 à 1999 : quatre grands types de zones d'emploi », Insee Première, n°908, juillet 2003.
- « Marché du travail 1990-1999 : plus d'actifs et moins d'emplois », Insee Flash Champagne-Ardenne, n°46, août 2004.
- « L'équilibrage du marché du travail », Insee Picardie Relais, n°149, août 2005.
- « Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 », Insee Première, n°1070.

Définitions et méthodologie

La population active désigne l'ensemble des personnes âgées de 15 ans ou plus sur le marché du travail. Les actifs peuvent ainsi avoir un emploi (actifs occupés), en rechercher un (chômeurs) ou encore faire partie des militaires du contingent. On s'intéresse dans cet article à la population active au lieu de résidence, regroupant les actifs résidant sur le territoire étudié (mais pouvant travailler en dehors).

La population active au lieu de résidence varie sous l'effet de trois facteurs :

- l'effet démographique dû au seul renouvellement des générations d'actifs (en l'absence de migrations) sous l'hypothèse du maintien des comportements d'entrée et de sortie du marché du travail ;
- l'effet migrations résidentielles qui mesure l'impact des mouvements de population entre les territoires (changements de domicile), sous l'hypothèse d'un même comportement d'activité entre migrants et non migrants ;
- l'effet taux d'activité qui mesure la variation de population active due aux changements de comportement d'activité (par exemple, la hausse de l'activité féminine).

Approche **socio-démographique** : variation de la population active = effet démographique + effet migrations résidentielles + effet taux d'activité.

Par ailleurs, à cette évolution de population active correspondent :

- une variation de l'emploi
 - une variation du chômage
 - une variation des effectifs des militaires du contingent
 - une variation du solde des navettes domicile-travail
- L'approche **marché du travail**, permet de faire le lien entre actifs et emplois : variation de la population active = variation de l'emploi + variation du chômage + variation des effectifs des militaires du contingent - variation du solde des navettes domicile-travail.

Le chômage est entendu au sens du recensement et non au sens du Bureau international du travail : il est déclaratif et ne tient pas compte d'une éventuelle inscription à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi).

L'emploi considéré est l'emploi au lieu de travail. Pour revenir à la population active au lieu de résidence, il faut prendre en compte le solde des navettes domicile-travail. Ce solde mesure la différence entre les personnes travaillant sur le territoire, mais n'y résidant pas (navettes entrantes), et les personnes résidant sur le territoire, mais travaillant en dehors (navettes sortantes).